

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1482

10 juin 2014

SOMMAIRE

Actavis Acquisition 1 S.à r.l.	71107	Kern Tech 3	71112
Allbest S.A.	71096	Leto Financing S.à r.l.	71097
Asia Investment Soparfi S.à r.l.	71094	Liberty Property Trust Lux S.à r.l.	71090
Avaros S.A.	71094	Luxpar Invest SCA	71096
Belvie Real Estate S.A.	71095	Luxury Brand Development S.A.	71092
Berg Holding S.A.	71125	Mangaroca S.A.	71093
BGM Spring S.A.	71125	Meaco S.A., SPF	71095
BHW Invest	71136	Neinver Luxembourg S.à r.l.	71093
Caelus Energy International Holdings S.à r.l.	71108	Parselect	71108
C.C.M. (Luxembourg) S.A.	71094	Parvest	71105
Celebration Cruise (Lux) Holdings S.à r.l.	71108	Procobel S.A.	71097
Centauro Participations S.C.A.	71096	Realpart S.A.	71098
Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie	71097	Renewable Investments Holding S.A.	71090
Darmazel S.A.	71092	Sea Front Holding	71091
Distri-Line	71092	SEVEN 7 S.A.	71135
Efelco S.A.	71091	Silverside Shipping S.A.	71107
Focused Sicav	71099	Société Luxembourgeoise d'Investissements et de Participations	71091
G-Six-G, SA SPF	71095	Substructio S.A.	71098
Heal (BC) Luxco 3	71116	Sunares	71093
Iberian Distressed Assets Manager	71126	The Creative Logic S.A.	71107
Infotime Analyse Concept S.A.	71090	Topal S.A.	71106
Intelsat S.A.	71103	Vega Services S.à r.l.	71098
IREEF - Queensgate Peterborough PropCo S.à r.l.	71109	Wild River Corporation S.à r.l.	71107
		World Promotion Company S.A.	71099

Liberty Property Trust Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.041.

—
Par résolutions signées en date du 26 mars 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Mary Beth Morrissey, avec adresse professionnelle au 500, Chesterfield Parkway 19355 Malvern, États-Unis au mandat de gérant de classe A, avec effet au 28 mars 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Donna V. Wagner, avec adresse professionnelle au 500, Chesterfield Parkway, 19355 Malvern, États-Unis de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 28 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 avril 2014.

Référence de publication: 2014051289/15.

(140058326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Renewable Investments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 125.270.

—
Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 18 juin 2014 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2012 et 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission du Commissaire aux Comptes et nomination de son remplaçant
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014071837/696/16.

Infotime Analyse Concept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 106, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 54.643.

—
We are pleased to convene you at the

ANNUAL GENERAL MEETING

(the "Meeting") of Infotime Analyse Concept S.A. (the "Company") which will be held at the registered office, on June 18th at 2.00 pm in order to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the audited financial statements of the company including the board of Directors Report and the Auditor Report of the Company for the fiscal year ended December 31, 2012.
2. Approval of the annual accounts for the fiscal year ended December 31, 2013.
3. Allocation of the results for the fiscal year ended December 31, 2013.
4. Re-election of International Audits Services SàRL as auditor until the next Annual General Meeting of the Shareholders to be held in 2015.
5. Any other business.

Each of the items to be voted on the Meeting will be passed by a simple majority of the votes validly cast, irrespective of the number of Shares represented.

Copies of the Company's annual accounts as of December 31, 2013 together with the relevant management and audit reports are available at the Company's registered office in Luxembourg.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014060509/23.

Efelco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2725 Luxembourg, 7, rue Nicolas Van Werveke.

R.C.S. Luxembourg B 19.393.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050457/9.

(140057540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Société Luxembourgeoise d'Investissements et de Participations, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 16.980.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *18 juin 2014* à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux Comptes
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014078153/795/16.

Sea Front Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 170.757.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *25 juin 2014* à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2012, du rapport du conseil d'administration y afférent et affectation des résultats;
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2013, du rapport du conseil d'administration y afférent et affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour les exercices clos au 31 décembre 2012 et 2013;
4. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, et
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social de la société à Luxembourg cinq (5) jours francs avant la tenue de ladite assemblée.

Pour rappel, conformément à l'article 9 des statuts de la société, les décisions seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants. A cet effet, des procurations sont disponibles le cas échéant sur demande auprès du conseil d'administration.

Conformément à l'article 73 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, les actionnaires pourront prendre connaissance des documents indiqués dans l'ordre du jour au siège social de la société quinze (15) jours avant la tenue de ladite assemblée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014072675/2374/29.

Distri-Line, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 149.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014051170/12.

(140058696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Darmazel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 134.707.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 juin 2014 à 14.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075989/322/17.

Luxury Brand Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.330.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2014 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Réviseur d'entreprise agréé relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2013 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation du résultat.
- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Réviseur d'entreprise agréé relatifs aux comptes consolidés au 31 décembre 2013.
- Approbation du bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2013 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'entreprise agréé pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.
- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi coordonnée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Réviseur d'entreprise agréé.
- Renouvellement du mandat du délégué à la gestion journalière.
- Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014073470/25.

Neinver Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.142.350,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 123.159.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 avril 2014.

Référence de publication: 2014050685/10.

(140057671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Mangaroca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 88.362.

Veillez prendre note que Madame Juliette LORANG demeure désormais professionnellement à L-5290 Neihaischen (Luxembourg), 19, Kiischtewee.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour MANGAROCA S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014050658/13.

(140057855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Sunares, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 136.745.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, am 18. Juni 2014 um 10.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 26, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung des vom Verwaltungsrat vorgelegten Jahresabschluss zum 31. Januar 2014.
3. Verwaltungsrat
 - a) Interessenskonflikte
 - b) Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers für das abgelaufene Geschäftsjahr.
4. Ernennung des Verwaltungsrates und Dauer der Mandate.
 - a) Ernennung der derzeitigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung die im Jahr 2015 stattfinden wird.
5. Erneuerung des Mandats des Abschlussprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung.
6. Verwendung des Jahresergebnisses.
7. Verschiedenes.

Jeder Aktionär - persönlich oder dessen Bevollmächtigter - kann an der ordentlichen Generalversammlung teilnehmen, wenn bis spätestens zum 11. Juni 2014 bis zum Ende der ordentlichen Generalversammlung, seine Anteile bei der VPB Finance S.A., Luxemburg hinterlegt sind. Jeder Aktionär, welcher dieser Anforderung entspricht, wird zu der ordentlichen Generalversammlung zugelassen.

Ein entsprechendes Vollmachtsformular, zur Ernennung eines Bevollmächtigten, ist auf Anfrage bei der VPB Finance S.A., (26, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg) erhältlich. Zur Wirksamkeit muss das Vollmachtsformular ausgefüllt am eingetragenen Sitz der Gesellschaft (zu Hd. des Verwaltungsrats) per Fax (+352 - 404 770 387) oder per Brief nicht später als vierundzwanzig Stunden vor der ordentlichen Generalversammlung eintreffen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014076004/755/31.

Asia Investment Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 158.093.

—
Extrait de la résolution du conseil d'administration du 27 mars 2014

Le Conseil d'Administration d'Asia Investment Soparfi S.à.r.l a accepté la démission de Mme Céline Burger. Il a nommé Mme Soraya Hashimzai résidant professionnellement au 2B, rue Albert Borchette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au poste de gérant avec effet au 27 Mars 2014 et pour une période indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg

Référence de publication: 2014051018/13.

(140058504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

C.C.M. (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 46.996.

—
Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 juin 2014* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Acceptation de la démission d'un administrateur, décharge à ce dernier et nomination de son remplaçant
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075981/788/17.

Avaros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 147.288.

—
Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *18 juin 2014* à 8.30 heures au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Presentation of the report of the liquidation-commissioner.
2. Discharge to be given to the liquidator and the liquidation-commissioner.
3. Closure of the liquidation.
4. Appointment of the place where the books and documents of the Company shall be kept for a period of five years.
5. Mandate to authorize and empower to execute and deliver on behalf of the Company, any documents necessary or useful in connection with the filing and registration.
6. Miscellaneous.

Traduit en version française par:

1. Présentation du rapport du commissaire à la liquidation.
2. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation pour l'exécution de leur mandat.
3. Clôture de la liquidation.
4. Désignation de l'endroit du dépôt des livres et documents sociaux.
5. Mandat à confier en vue de clôturer les comptes de la société et d'accomplir toutes les formalités de dépôt.
6. Divers.

Référence de publication: 2014076000/1267/24.

Belvie Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 143.447.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 18 juin 2014 à 16.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2012 et 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014071838/696/17.

Meaco S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 30.300.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 19 juin 2014 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014074892/755/18.

G-Six-G, SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 92.087.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social en date du 19 juin 2014 à 14.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2013.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Transfert du siège social.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075996/1004/19.

Centauro Participations S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 60.505.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 juin 2014* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du gérant et du Conseil des Commissaires
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge au gérant et aux commissaires
4. Divers

Le Gérant.

Référence de publication: 2014075986/788/16.

Allbest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 124.079.

Les Actionnaires et Obligataires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *18 juin 2014* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014071839/696/17.

Luxpar Invest SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 28, Gëidgerweeg.

R.C.S. Luxembourg B 170.242.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *19 juin 2014* à 11 heures dans les bureaux de la société à L-9991 Weiswampach, Am Hock, 2, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil de gérance
2. Rapport du Conseil de surveillance
3. Approbation des comptes au 31/12/2013
4. Affectation du résultat
5. Rémunération du Conseil de surveillance
6. Décharge au gérant
7. Décharge au Conseil de surveillance
8. Divers

Le Gérant

Luxpar Management SA

Référence de publication: 2014075991/21.

Leto Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 135.487.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Leto Financing S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014051287/11.

(140058272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Procobel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 15.214.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *19 juin 2014* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à l'Administrateur Unique et au Commissaire aux Comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

L'administrateur unique.

Référence de publication: 2014075999/506/16.

COFI, Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 9.539.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra le *18 juin 2014* à 11.00 heures au siège social afin de débattre de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2013;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. Affectation du résultat; Attribution d'un dividende par action;
4. Approbation des comptes consolidés au 31 décembre 2013;
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice de leurs fonctions pour l'année 2013;
6. Elections statutaires;
7. Rachat d'actions propres: autorisation à conférer au Conseil d'Administration;
8. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, tout actionnaire doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social ou à l'un des établissements ci-après:

Luxembourg: Banque Internationale à Luxembourg S.A. en abrégé BIL, Luxembourg

Suisse: PKB PRIVATBANK SA, Lugano

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire qui devra être actionnaire.

Pas de quorum de présence requis. Les résolutions seront adoptées à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014074320/1017/27.

Realpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 82.747.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 juin 2014* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075987/788/16.

Substructio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 164.220.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi *18 juin 2014* à 14.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014077367/755/19.

Vega Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.461,70.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 181.934.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution circulaire du conseil de gérance de la Société que: Le siège de la Société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} mars 2014.

L'adresse professionnelle de Monsieur Andrew O'SHEA et Monsieur Douwe TERPSTRA, gérants de catégorie B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} mars 2014.

Luxembourg.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Vega Services S.à r.l.

Andrew O'Shea

Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2014050929/19.

(140058039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

World Promotion Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 75.550.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 juin 2014* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2014075984/788/16.

Focused Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.505.

The shareholders of Focused SICAV (the Company), an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable - SICAV) under the form of a public limited liability company (société anonyme) subject to part II of the Luxembourg act dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the 2010 Law) are hereby informed that at the first extraordinary general meeting of the shareholders of the Company, which was held before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 6 May 2014 at 11.00 (Luxembourg time) at the registered office of the Company (the First EGM), only 10 shares of the 28,173,417.40 outstanding shares of the Company were present or represented and the quorum required by article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the 1915 Law) was therefore not reached.

Notice is hereby given to the shareholders of the Company of a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the Second EGM), in accordance with article 67-1 (2) of the 1915 Law, to be held on *26 June 2014* at 11.00 (Luxembourg time) at the registered office of the Company to consider and pass resolutions on the following agenda:

Agenda:

1. Decision to change the legal regime of the Company and to convert the Company from an investment company with variable capital (SICAV) subject to part II of the Luxembourg law dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the 2010 Law) into a SICAV subject to, and authorised under, part I of the 2010 Law (i.e., a UCITS subject to the requirements of Directive 2009/65/EC).
2. Decision to change the corporate object of the Company to that of a SICAV subject to part I of the 2010 Law.
3. Decision to amend the corporate object clause of the articles of incorporation of the Company (the Articles of Incorporation) as a consequence of the decision to change the legal regime of the Company, which will read as follows:
"Article 4. - Corporate object
The exclusive purpose of the Company is to invest the assets of the Company in transferable securities and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification, within the limits of the investment policies and restrictions determined by the Board of Directors pursuant to article 17 hereof, and with the objective of paying out to shareholders the profits resulting from the management of the assets of the Company, either through distributions or through accumulation of income in the Company.
The Company may take any measures and execute any transactions that it considers expedient with regard to the fulfilment and implementation of the object of the Company to the full extent permitted by part I of the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "2010 Law")."
4. Decision to amend the first paragraph of article 10 of the Articles of Incorporation will read as follows:
"In order to determine the issue and redemption price, the net asset value of each share class in each sub-fund will be periodically calculated by the Company under the terms and conditions as laid down in the Company's sales documents, and not less than twice a month. Every such day for the determination of the net asset value is referred to in these Articles of Incorporation as a "Valuation Date"."

5. Decision to amend article 14 of the Articles of Incorporation to insert a new paragraph in order to provide the Company's board of directors (the "Board of Directors") with the authority to appoint a designated management company for the Company. The new text of the last paragraph of Article 14 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"The Board of Directors may appoint a management company subject to Chapter 15 of the 2010 Law in order to carry for the Company such functions as described in Annex II of the 2010 Law".

6. Decision to amend and restate article 17 of the Articles of Incorporation which will read as follows:

"Article 17. - Investment policy

The Board of Directors, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each sub-fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, provided that at all times the investment policy of the Company and each of its sub-funds complies with Part I of the 2010 Law, and any other laws and regulations with which it must comply with in order to qualify as UCITS under article 1(2) of Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 ("Directive 2009/65/EC") or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of Directors and as shall be described in the Company's sales documents. Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made as follows:

17.1. Permitted investments of the Company

The Company's and each of its sub-funds' investments comprise only one or more of the following:

- a) transferable securities and money market instruments that are listed or traded on a regulated market, as defined in Article 4 point 1 (14) of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004;
- b) transferable securities and money market instruments that are traded on another regulated market in a Member State which operates regularly and is recognised and open to the public. For the purpose of these Articles of Incorporation, the term "Member State" refers to a Member State of the European Union, it being understood that the States that are contracting parties to the Agreement creating the European Economic Area other than the Member States of the European Union, within the limits set forth by this agreement and related acts, are considered as equivalent to Member States of the European Union;
- c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or traded on another regulated market in a non-Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public, such stock exchange or market being located within any European, American, Asian, African, Australasian or Oceania country (hereinafter called "approved state");
- d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under paragraphs a) to c) above and that such admission is secured within one year of issue;
- e) units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCIs within the meaning of the first and second indent of Article 1(2), points a) and b) of Directive 2009/65/EC, whether or not established in a Member State, provided that:
 - (i) such other UCIs have been approved in accordance with a law subjecting them to supervision which is considered by the Luxembourg supervisory authority of the financial sector ("CSSF") as equivalent to that laid down in Community law, and that co-operation between authorities is sufficiently ensured;
 - (ii) the level of guaranteed protection for unitholders in such other UCIs is equivalent to the level of protection provided for the unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money-market instruments that are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC;
 - (iii) the business operations of the other UCIs is reported in semi annual and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income, transactions and operations during the reporting period;
 - (iv) no more than 10% of the UCITS or other UCIs whose acquisition is envisaged can, in accordance with their respective sales prospectus, management regulations or articles of incorporation, be invested in aggregate in units of other UCITS or UCIs.

Each sub-fund may also acquire shares of another sub-fund subject to the provisions of Article 17.2 paragraph c) of these Articles of Incorporation.

f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non EU Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in paragraphs a), b) and c) above and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"),

provided that:

(i) the underlying consists of instruments covered by paragraphs a) to h), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to the investment objectives of its sub-funds;

(ii) the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF; and

(iii) the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a weekly basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market as referred to in paragraphs a) to c) above and which fall under this Article 17.1, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that these instruments are:

(i) issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong; or

(ii) issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in paragraphs a), b) or c) above; or

(iii) issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law; or

(iv) issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent of this paragraph h) and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million Euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

However, the Company and each of its sub-funds may invest no more than 10% of its net assets in transferable securities and money market instruments other than those referred to in paragraph a) to h) above.

Moreover, the Company and each of its sub-funds may hold liquid assets on an ancillary basis, and may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

17.2 Risk diversification and investment restrictions

The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, determine any restrictions which shall be applicable to the investments of the Company and its sub-funds, in accordance with Part I of the 2010 Law. In particular:

a) The Company may invest up to 100% of the assets of any sub-fund, in accordance with the principle of risk-spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, one or more of its local public authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, which in principle includes the OECD, unless otherwise provided for in the sales document; provided that in such event, the sub-fund concerned must hold securities from at least six different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount.

b) The Company may invest a maximum of 20% of the net assets of any sub-fund in shares and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the relevant sub-fund to replicate the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

(i) the composition of the index is sufficiently diversified;

(ii) the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;

(iii) it is published in an appropriate manner. This 20% limit is raised to 35 % where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

c) Each sub-fund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other sub-funds of the Company subject to additional requirements which may be specified in the sales documents, if:

(i) the target sub-fund does not, in turn, invest in the sub-fund invested in this target sub-fund; and

(ii) no more than 10% of the assets of the target sub-funds whose acquisition is contemplated may, pursuant to their respective sales prospectus or articles of incorporation, be invested in aggregate in units/shares of other UCITs or other collective investment undertakings; and

(iii) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the sub-fund concerned; and

(iv) in any event, for as long as these securities are held by the relevant sub-fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the sub-fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund.

d) Provided that they continue to observe the principles of diversification, newly established sub-funds and merging sub-funds may deviate from the specific risk diversification restrictions mentioned above for a period of six months after being approved by the authorities respectively after the effective date of the merger.

e) Provided the particular sub-fund's investment policy does not specify otherwise, it may invest no more than 10% of its assets in other UCITS or UCIs or in other sub-funds of the Company.

f) All other investment restrictions are specified in the Company's sales documents.

In addition, the Company is authorised for each of its sub-funds to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments under the conditions and within the limits laid down by the CSSF provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. When these operations concern the use of derivative instruments, these conditions and limits shall conform to the provisions laid down in these Articles of Incorporation as well as in the Company's sales documents and the 2010 Law. Under no circumstances shall these operations cause the Company to diverge, for any sub-fund, from its investment objectives as

laid down, the case being for the relevant sub-fund, in these Articles of Incorporation or in the Company's sales documents.

17.3 Specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure

(i) A feeder-sub-fund is a sub-fund, which has been approved to invest, by way of derogation from article 2, paragraph (2), first indent of the 2010 Law, at least 85% of its assets in units of another UCITS or sub-fund thereof (hereafter referred to as the "master UCITS").

(ii) A feeder-sub-fund may hold up to 15% of its assets in one or more of the following:

a) ancillary liquid assets in accordance with Article 17.1 last paragraph of these Articles of Incorporation;

b) financial derivative instruments, which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 17.1 paragraph g) of these Articles of Incorporation and Article 42, paragraphs (2) and (3) of the 2010 Law;

c) movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

(iii) For the purposes of compliance with Article 42, paragraph (3) of the 2010 Law, the feeder-sub-fund shall calculate its global exposure related to financial derivative instruments by combining its own direct exposure under Article 17.3 paragraph (ii) b) of these Articles of Incorporation with:

a) either the master UCITS' actual exposure to financial derivative instruments in proportion to the feeder-sub-fund investment into the master UCITS;

b) or the master UCITS' potential maximum global exposure to financial derivative instruments provided for in the master UCITS management regulations or instruments of incorporation in proportion to the feeder-sub-fund's investment into the master UCITS.

(iv) A master UCITS is a UCITS, or a sub-fund thereof, which:

a) has, among its shareholders, at least one feeder UCITS;

b) is not itself a feeder UCITS; and

c) does not hold units of a feeder UCITS.

(v) If a master UCITS has at least two feeder UCITS as shareholders, article 2, paragraph (2), first indent and Article 3, second indent of the 2010 Law shall not apply."

7. Decision to amend article 18 of the Articles of Incorporation which will read as follows:

The Board of Directors or the relevant management company may appoint one or more individuals or legal entities to be investment advisers and/or portfolio managers. The investment adviser has the task of extensively supporting the Company or the relevant management company or portfolio manager - with recommendations in the investment of its assets. It does not have the power to make investment decisions or to make investments on its own. The portfolio manager is given the mandate of investing the Company's assets.

8. Decision to change the date of the annual general meeting of the shareholders of the Company and to amend and replace the third paragraph of article 23 of the Articles of Incorporation, which will read as follows:

"The annual general meetings are held in accordance with the provisions of Luxembourg law once a year at 10.00 a.m. on 24 February at the registered offices of the Company or such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of meeting."

9. Decision to amend the last paragraph of article 25.1 of the Articles of Incorporation which will read as follows:

"Any amounts unclaimed by the shareholders at the closing of the liquidation and, at the latest, at the expiration of a period of nine (9) months following the decision to liquidate a sub-fund or share class will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeited. All redeemed shares shall be cancelled by the Company."

10. Decision to amend the first paragraph of article 25.2 of the Articles of Incorporation which will read as follows:

"Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any sub-fund, share class and/or category to those of another existing sub-fund, share class and/or category within the Company or to another Luxembourg undertaking for collective investment in transferable securities subject to the 2010 Law or to another sub-fund, share class and/or category within such other undertaking for collective investment in transferable securities subject to the 2010 Law (the "new sub-fund") and to re-designate the shares of the relevant sub-fund, share class or category concerned as shares of another

sub-fund, share class and/or category (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), thirty days before the last date for requesting the redemption or, as the case may be, conversion of their shares, free of charge, during such period by investors, such thirty day period to expire five business days before the date for calculating the exchange ratio in accordance with the 2010 Law."

11. Decision to change the financial year of the Company and to amend and replace article 26 of the Articles of Incorporation in order to change the financial year of the Company, which will read as follows:
"Each year, the Company's financial year begins on 1 November and ends on 31 October of the following year."
12. Decision to completely restate the Articles of Incorporation in order to reflect the various amendments adopted by the Meeting.
13. Miscellaneous.

The full text of the revised Articles of Incorporation is available to shareholders upon request at the registered office of the Company 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

In order to be admitted to the meeting, please send a notice in this respect by fax at least two (2) business days in advance of the Second EGM to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., fax number +352 - 44 10 10 - 6249.

Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

Shareholders are informed that any completed proxy which was returned for attendance at the First EGM held on 6 May 2014 (even, for the avoidance of doubt, after the deadline set for return of the same in respect of the First EGM) will remain valid for the Second EGM, provided that the Shareholders having submitted their forms of proxy in respect of the First EGM have not notified the Company in writing of the revocation of their form of proxy in respect of the First EGM, at the time on which the deadline for posting of forms of proxy in respect of the Second EGM expires (it being understood that a completed proxy returned on time for the Second EGM shall be deemed to constitute a revocation of any proxy returned with respect to the First EGM) and that the relevant proxy shall be valid only for the number of Shares that each of the relevant Shareholder holds at 16.00 CET on 20 June 2014.

Only Shareholders entitled to vote at 16.00 CET on 20 June 2014 will be entitled to vote. Changes to entries on the register of Shareholders after the above time shall be disregarded in determining the rights of persons to vote (and the number of votes they may cast) at the Second EGM.

Shareholders are advised that no quorum is required for the Second EGM to validly deliberate and vote upon items of its agenda and that resolutions to be adopted at the Second EGM require a two-thirds majority of the votes validly cast, abstentions, invalid and blank votes not being taken into account. Each Share is entitled to one vote.

Shareholders should note that if the General Meeting votes in favour of the above resolutions, the Company will become a UCITS subject to part I of the 2010 Law and that shareholders who voted against the resolutions, abstained from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote at the General Meeting will be bound by the decision of the General Meeting. Any redemptions of shares of the Company after the conversion will be subject to the provisions of the revised sales prospectus of the Company, which will be in line with the requirements of part I of the 2010 Law.

The board of directors.

Référence de publication: 2014071846/755/263.

Intelsat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 162.135.

The Board of Directors of Intelsat S.A. is pleased to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of Intelsat S.A. (the "Company") to be held on *June 19, 2014* at 12.00 (noon, CET) and the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company to be held immediately thereafter, at 5 Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg with the following agendas:

Agenda of the Annual General Meeting:

1. Presentation of the Management Report, Directors' Conflicts of Interest Report, Directors' Compensation Report and Auditors Reports for the accounting year ended on December 31, 2013;
2. Approval of the statutory stand-alone financial statements of the Company for the accounting year ended on December 31, 2013.
3. Approval of the consolidated financial statements of the Company and its group for the accounting year ended on December 31, 2013;

4. Acknowledgment of the net loss for the year ended December 31, 2013 and approval to carry-forward such net loss to the year ending December 31, 2014;
5. Declaration of the preferred dividend on the Company's 5.75% Series A Mandatory Convertible Junior Non-Voting Preferred Shares (the "Series A Preferred Shares") for the period commencing July 1, 2014 and ending June 30, 2015 out of the available reserves of the Company, such dividend being payable in four (4) quarterly installments during such period all in accordance with the articles of incorporation of the Company, and delegation of power to and instruction to the Board of Directors (and any delegate thereof) to pay such preferred dividend to the holders of Series A Preferred Shares in issue and outstanding at each installment and to take any measure required in connection with such payment;
6. Discharge (quitus) to all the directors of the Company who were in office during the accounting year ended on December 31, 2013 for the proper performance of their duties;
7. Confirmation of the co-optation, and definitive election, of:
 - a. John Dierksen as Class III director of the Company to fill a vacancy on September 6, 2013 for a term ending at the general meeting of shareholders of the Company approving the statutory financial statements for the accounting year ending on December 31, 2015; and
 - b. Robert Callahan as Class II director of the Company to fill a vacancy on April 1, 2014 for a term ending at the general meeting of shareholders of the Company approving the statutory financial statements for the accounting year ending on December 31, 2014;
8. Re-election of certain directors of the Company, including:
 - a. Raymond Svider as Class I director for a term ending at the general meeting of the Company approving the statutory financial statements for the accounting year ending on December 31, 2016;
 - b. Egon Durban as Class I director for a term ending at the general meeting of the Company approving the statutory financial statements for the accounting year ending on December 31, 2016;
 - c. Justin Bateman as Class I director for a term ending at the general meeting of the Company approving the statutory financial statements for the accounting year ending on December 31, 2016;
9. Approval of the directors' remuneration for the year 2014;
10. Re-appointment of KPMG LLP as Independent Registered Public Accounting Firm and of KPMG Luxembourg S.à r.l. as approved statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés) of the Company for the period ending at the general meeting of shareholders of the Company approving the statutory financial statements for the accounting year ending on December 31, 2014;
11. Renewal for a further five year period (ending on June 19, 2019) of the authorization to the Company and/or any wholly-owned subsidiary (and/or any person acting on their behalf) to purchase, acquire, receive or hold shares of any class, if applicable, in the Company under article 49-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies from time to time up to 20% of the issued share capital and up to an additional 20% of the issued share capital for repurchases by the Company in relation with the Communications Law Limitation (as defined in the articles of incorporation of the Company);

Acquisitions may be made in any manner, including, without limitation, by tender or other offers, buy-back programs, over the stock exchange or in privately negotiated transactions or in any other manner as determined by the Board of Directors (including derivative transactions or transactions having the same or similar economic effect as an acquisition and by redemption for Communications Law Limitation reasons (as defined in the amended and restated articles of incorporation)).

In the case of acquisitions for value:

 - (i) in the case of acquisitions other than in the circumstances set forth under (ii) below, for a net purchase price being (x) no less than 50% of the lowest stock price of the relevant class/series of shares and (y) no more than 50% above the highest stock price of the relevant class/series of shares, in each case being the closing price of the relevant class of shares, as reported by the New York City edition of the Wall Street Journal, or, if not reported therein, any other authoritative source to be selected by the Board of Directors (hereafter, the closing price), over the ten (10) trading days preceding the date of the purchase (or, as the case may be, the date of the commitment to the transaction or the date of the redemption notice in case of a redemption for Communications Law Limitation reasons);
 - (ii) in the case of a tender offer (or if deemed appropriate by the Board of Directors, a buy-back program),
 - a. in the case of a formal offer being published, for a set net purchase price or a purchase price range, each time within the following parameters: no less than 50% of the lowest stock price of the relevant class/series of shares and no more than 50% above the highest stock price of the relevant class/series of shares, in each case being the closing price over the ten (10) trading days preceding the offer publication date, provided, however, that if the stock exchange price of the relevant class/series of shares during the offer period fluctuates by more than 10%, the Board of Directors may adjust the offer price or range to such fluctuations;
 - b. in the case of a public solicitation of offers, a price range may be set (and revised by the Board of Directors as deemed appropriate) provided, that acquisitions may be made at a price that is no less than 50% of the lowest stock price of the relevant class/series of shares and no more than 50% above the highest stock price of the relevant class/series of shares, in each case being the closing price over a period determined by the Board of Directors,

provided, that such period may not start more than five (5) trading days before the relevant sell offer start date and may not end after the last day of the relevant sell offer period.

Agenda of the Extraordinary General Meeting:

- Acknowledgement of the report prepared by the Board of Directors in accordance with article 32-3(5) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on the circumstances and prices of issues of shares against cash without preferential subscription rights within the authorized share capital; and approval of the extension of the validity period of the authorized (unissued) share capital of the Company and the related authorizations and waivers, to end on the fifth anniversary of the day of publication of the notarial deed recording the present general meeting in the official gazette of Luxembourg, the Mémorial, the suppression and waiver of, and authorization to the Board of Directors of the Company (and any delegate thereof) to suppress, limit or waive, any preferential or pre-emptive subscription rights provided for by Luxembourg law for the issue of shares of any class or series within the authorized share capital and any related procedures; the authorization to the Board of Directors (and any delegate thereof) to issue shares of any class or series or any securities, instruments or other rights giving rights or entitlement to shares of any class or series (by subscription, conversion, exchange or otherwise) within the authorized unissued share capital against contributions in cash, in kind, by way of incorporation of available premium, profits or other reserves or otherwise as well as by conversion of Series A Preferred Shares into common shares or as dividends or other distributions whether in lieu of cash dividend or other distribution payments or not at such times and pursuant to the terms and conditions, including as to the issue price, determined by the Board of Directors (or any delegate thereof), which may in its or their discretion resolve without reserving any preferential or pre-emptive subscription rights to existing shareholders of any class or series (including by way of incorporation of reserves) while waiving, suppressing or limiting any preferential or pre-emptive subscription rights (and any related procedures) as provided for under Luxembourg law in the case of issues of shares of any class within the authorized share capital and without having to respect any ratio amongst classes or series; and consequentially, approval of an amendment of article 5.2.1 of the articles of association.

The Annual Meeting will validly deliberate on its agenda without any quorum requirement. The resolutions at the Annual Meeting will be adopted by a simple majority of the votes validly cast.

The Extraordinary Meeting will validly deliberate on its agenda, provided, that a quorum of half of the issued share capital of the Company is reached. If the quorum is not reached at the first extraordinary general meeting for the purpose of resolving on the agenda thereof, a second extraordinary general meeting of shareholders may be convened with the same agenda at which no quorum requirement will apply. The resolutions concerning the agenda of the Extraordinary Meeting will be adopted by a majority of two-thirds of the votes validly cast.

Any shareholder who holds one or more shares(s) of the Company on May 9, 2014 (the "Record Date") will be admitted to the Meetings and may attend the Meetings, as applicable, in person or vote by proxy.

Please consult the Company's website as to the procedures for attending the Meetings or to be represented by way of proxy. Copies of the statutory stand-alone and consolidated financial statements of the Company for the accounting year ended December 31, 2013 together with the Auditor Reports and the Management Report are available at both www.intelsat.com and www.proxyvote.com. Please note that powers of attorney or proxy cards must be received by the Company or the tabulation agent (Broadridge), no later than 5:00 p.m., local time, on June 17, 2014 in order for such votes to be taken into account.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014076001/755/120.

Parvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 33.363.

The STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Thursday, *June 19, 2014* at 11.00 a.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the auditor;
2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at February 28, 2014 and allocation of the results;
3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

Annual accounts, as well as the report of the Auditor and the management report are available at the Registered Office of the Company. Shareholders may request that these documents are sent to them. They have to send their request, either by post to the following address: BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - or by email to fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com.

And immediately followed by:

NOTICE OF AN EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS MEETING

An EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

shall be held on Thursday, 19 June 2014 at 11.00 a.m., at the premises of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, Building H2O, Block A, Ground Floor, located at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

A SINGLE POINT TO THE AGENDA:

Modification of the following articles of the Articles of Association:

a) Article 14 - Net Asset Value:

The valuation of securities listed on a stock exchange will be based on the closing price on the Valuation Day in place of the closing price on the Order Acceptance Date.

This modification changes nothing the method of current valuation of these assets.

b) Article 28 - Financial Year:

The financial year will end on 31 December in place of the last day of February with the first time in 2014.

As a result of the point b), the Article 25 must be also changed to hold the annual general meeting of shareholders in the four months of the end of the financial year:

c) Article 25 - General Meeting of Shareholders:

The Annual General Meeting of Shareholders will be held on 25 April at 3.00 p.m., and for the first time in 2015, in place of the third Thursday of June.

In accordance with Article 67-1 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Shareholders' Meeting shall be able to validly deliberate only if at least one half of the Company's capital is present or represented. Decisions shall be taken by at least two-thirds of the votes cast.

Bearer shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the meeting, at the offices of the financial service agents, as listed in the prospectus.

Registered shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting shall be admitted upon proof of their identity, provided that they have given notice of their intention to attend at least five full days before the meeting.

The draft new Articles of Association, as well as the current prospectus and the latest interim report are available from the bodies listed in the prospectus.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014074326/755/58.

Topal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 146.355.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/04/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014050882/12.

(140057398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Wild River Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 175.004.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68254 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050949/10.

(140057219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

The Creative Logic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 97.661.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 11 février 2014 que:

- A été élue au poste d'administrateur-délégué pour une durée indéterminée:

* Monsieur Pierre MOREL, né le 12 mai 1964 à Saint-Brieuc (France), demeurant au 2A, rue des Capucins L-1313 Luxembourg.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014050876/14.

(140057689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Actavis Acquisition 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.852,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 149.490.

Le nom de l'associé unique de la Société a changé:

- Watson Pharma Holding S.à r.l. devient Actavis Pharma Holding S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Actavis Acquisition 1 S.à r.l.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant B

Référence de publication: 2014050998/14.

(140058647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Silverside Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 99.545.

Die Aktionäre werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von SILVERSIDE SHIPPING S.A., welche am 18. Juni 2014 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2012
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.

Référence de publication: 2014070251/16.

Caelus Energy International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 174.400.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 09 avril 2014.

Référence de publication: 2014051087/10.

(140058823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Celebration Cruise (Lux) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.599.

1. M. Pierre CLAUDEL a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Christophe Emmanuel SACRE a démissionné de son mandat de gérant.
3. Mme Céline TRIDANT a démissionné de son mandat de gérante.

Luxembourg, le 9.4.2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Celebration Cruise (Lux) Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014051091/14.

(140058637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Parselect, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 81.988.

AN EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

shall be held on Thursday, 19 June 2014 at 11:30 a.m., at the premises of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, Building H2O, Block A, Ground Floor, located at 33 Rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

AGENDA:

1. Change of the Company's name to BNP PARIBAS FLEXI 2
Amendment of Article 1 of the Articles of Association, as follows: "A limited company (société anonyme) in the form of an open-end investment company (société d'investissement à capital variable - "SICAV") named "BNP PARIBAS FLEXI 2" (hereinafter the "Company") has been established pursuant to these Articles of Association (hereinafter the "Articles of Association").";
2. Modification of the Article 14 - Net Asset Value of the articles of the Articles of Association:
The valuation of securities listed on a stock exchange will be based on the closing price on the Valuation Day in place of the closing price on the Order Acceptance Date.
This modification changes nothing the method of current valuation of these assets.

In accordance with Article 67-1 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Shareholders' Meeting shall be able to validly deliberate only if at least one half of the Company's capital is present or represented. Decisions shall be taken by at least two-thirds of the votes cast.

Bearer shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the meeting, at the offices of the financial service agents, as listed in the prospectus.

Registered shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting shall be admitted upon proof of their identity, provided that they have given notice of their intention to attend at least five full days before the meeting.

The draft new Articles of Association, as well as the current prospectus and the latest interim report are available from the bodies listed in the prospectus.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014075980/755/30.

IREEF - Queensgate Peterborough PropCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 182.611.

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

IREEF Lux Holdco 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and entered in the Trade and Companies Register in Luxembourg, Section B, under number B 134.062 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr Grant BROADWAY, professionally residing at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a proxy given on 18 March 2014.

Which power of attorney, after being signed "ne varietur" by the proxy and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

The appearing party, acting in its capacity as sole shareholder of IREEF Queensgate Peterborough PropCo S.à r.l., has requested the undersigned notary to document the following:

The appearing party is the sole shareholder of IREEF Queensgate Peterborough PropCo S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the law of Luxembourg, having its registered office at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, having a share capital of GBP 11,500, incorporated by a deed of the undersigned notary on 20 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 197 on 22 January 2014 (the 'Mémorial C'), and entered in the Register of Commerce and Companies in Luxembourg, Section B, under number B 182.611 (the 'Company'). The articles of incorporation have not been amended.

The appearing party, represented as above mentioned, recognises that it has been fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To increase the Company's subscribed capital by an amount of five hundred Pounds Sterling (GBP 500) and to issue five hundred (500) new shares, with a par value of one Pound Sterling (GBP 1), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitlement to dividends as from the day of the decision of the sole shareholder resolving on the proposed share capital increase.

2. To accept the subscription of five hundred (500) shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1) by IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l. and to accept payment in full of this share by a contribution in kind (the 'Contribution').

3. To authorise Mr Grant Broadway or any other employee of Invesco Real Estate Management S.à r.l. to state the abovementioned capital increase before a Luxembourg notary, inter alia to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company.

4. To authorize Mr Grant Broadway or any other employee of Invesco Real Estate Management S.à r.l. to record the capital increase in the share register of the Company and to accomplish any necessary formalities in relation to the Luxembourg Trade and Companies Register and the Mémorial C, with power to sign any documents, delegate under his own responsibility the present power of attorney to another representative, consent to the above on behalf of the principal and, in general, do whatever seems appropriate or useful.

Now, therefore, the appearing party has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the Company's subscribed capital by an amount of five hundred Pounds Sterling (GBP 500) so as to raise it from its current amount of eleven thousand five hundred Pounds Sterling (GBP 11,500) divided into eleven thousand five hundred (11,500) shares, each share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1) to twelve thousand Pounds Sterling (GBP 12,000) divided into twelve thousand (12,000) shares, each share, with a par value of one Pound Sterling (GBP 1) and to issue five hundred (500) new shares so as to raise the number of shares from eleven thousand five hundred (11,500) shares to twelve thousand (12,000) shares, each share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1), having the same rights and privileges as those attached to the existing share and entitlement to dividends as from the day of the decision of the sole shareholder resolving on the proposed capital increase.

Subscription and payment

Thereupon appeared Mr Grant BROADWAY, residing professionally in Luxembourg in his capacity as duly authorized attorney in fact of IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l. by virtue of the proxy referred to here above.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l. for five hundred (500) new shares so as to raise the number of shares from eleven thousand five hundred (11,500) shares to twelve

thousand (12,000) shares, each share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1) and to accept payment in full of each of these shares by the conversion into capital of a claim against IREEF Queensgate Peterborough PropCo S.à r.l. in the amount of fifty-three million and thirty-nine thousand six hundred and thirty-four Pounds Sterling and seventy-two pence (GBP 53,039,634.72) arising from a payment of fifty-three million and thirty-nine thousand six hundred and thirty-four Pounds Sterling and seventy-two pence (GBP 53,039,634.72) from the sole shareholder to the Company during the acquisition phase of the building owned by the Company (the 'Contribution in Kind').

The Sole Shareholder acknowledged the value of the Contribution in Kind as described in the report of the board of managers of the Company dated 18 March 2014 (which shall be annexed hereto to be registered with the deed). The Sole Shareholder approved the valuation of the Contribution in Kind.

IREEF Lux Holdco 1 S.à r.l. acting through its duly authorized attorney in fact declared that there exists no impediment to the free transferability of the Contribution in Kind to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to the Company.

Proof of the existence and the ownership of IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l. of the Contribution in Kind have been given to the undersigned notary.

The Sole Shareholder resolved to allocate an amount equal to the nominal value of the new shares to the share capital accounts and an amount of fifty-three million and thirty-nine thousand one hundred and thirty-four Pounds Sterling and seventy-two pence (GBP 53,039,134.72) to the share premium of the Company.

Second resolution

The sole shareholder resolves to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company. The first paragraph of article 5 of the articles of association shall now read as follows:

“ **Art. 5. (first paragraph).** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand Pounds Sterling (GBP 12,000) divided into twelve thousand (12,000) shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1) each.”

Third resolution

The sole shareholder resolves to authorize Mr Grant Broadway or any other employee of Invesco Real Estate Management S.à r.l. to record the capital increase in the share register of the Company and to accomplish any necessary formalities in relation to the Luxembourg Trade and Companies Register and the Mémorial C with power to sign any documents, delegate under her own responsibility the present power of attorney to another representative, consent to the above on behalf of the principal and, in general, do whatever seems appropriate or useful.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document, are estimated at approximately seven thousand Euro (EUR 7,000).

The undersigned notary who understands English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a German version, on request of the same person and in case of any differences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangegangenen Texts:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am zwanzigsten März.

Vor der unterzeichnenden Maître Martine SCHAEFFER, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l., eine société à responsabilité limitée, gegründet nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 134.062 (der „Alleinige Gesellschafter“),

vertreten durch Herrn Grant BROADWAY, mit Geschäftsadresse in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, durch Vollmacht vom 18. März 2014.

Besagte Vollmacht, welche „ne varietur“ von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die Erschienene, die im Namen des alleinigen Gesellschafters der IREEF Queensgate Peterborough PropCo S.à r.l. handelt, bittet die Notarin folgendes festzuhalten:

Die erschienene Partei ist der alleinige Gesellschafter der IREEF Queensgate Peterborough PropCo S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach luxemburgischen Recht, mit

Gesellschaftssitz in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von GBP 11,500, am 20. November 2013 von der unterzeichnenden Notarin, gegründet, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 197 am 22. Januar 2014 (das „Mémorial C“), und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 182.611 (die ‚Gesellschaft‘). Die Satzung der Gesellschaft ist nicht abgeändert worden.

Die Erschienene, vertreten wie oben erwähnt, gibt an, über die folgenden Beschlüsse der Agenda informiert zu sein:

Agenda

1. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um fünfhundert Britische Pfund (GBP 500) durch Ausgabe von fünfhundert (500) neuen Anteilen mit einem Nennwert von einem Britischen Pfund (GBP 1). Die Anteile haben dieselben Rechte und Privilegien wie die vorherigen Anteile und sind ab dem Tag des Gesellschafterbeschlusses, der über die Kapitalerhöhung bestimmt, zur Dividende berechtigt.

2. Genehmigung der Zeichnung von fünfhundert (500) Anteilen mit einem Nennwert von einem Britischen Pfund (GBP 1) durch IREEF Lux Holdco 1 S.à r.l. und die Genehmigung der Zahlung der Anteile durch Sacheinlage (die ‚Sacheinlage‘).

3. Beauftragung von Herr Grant Broadway oder jedem anderen Mitarbeiter der Invesco Real Estate Management S.à r.l. diese Kapitalerhöhung vor der Notarin zu beantragen und somit den ersten Paragraph des Artikel 5 der Statuten der Gesellschaft zu ändern und

4. Beauftragung von Herr Grant Broadway oder jedem anderen Mitarbeiter der Invesco Real Estate Management S.à r.l. den Beschluss über die Kapitalerhöhung im Anteilsregister der Gesellschaft zu dokumentieren, sowie alle notwendigen Formalitäten im Zusammenhang mit dem luxemburgischen Firmen- und Handelsregister und dem Mémorial C zu veranlassen. Die Vollmacht erstreckt sich auf die Unterzeichnung aller notwendigen Dokumente. Die Vollmacht kann eigenverantwortlich und im Sinne des oben genannten an Dritte weitergegeben werden, im Allgemeinen ist die Bevollmächtigte zu jeder Handlung, die angemessen und hilfreich ist, bevollmächtigt.

Sodann hat die Erschienene Partei den unterzeichneten Notar ersucht folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt das Stammkapital der Gesellschaft um fünfhundert Britische Pfund (GBP 500) von derzeitigen elftausendfünfhundert Britischen Pfund (GBP 11,500) aufgeteilt in elftausendfünfhundert (11,500) Anteile, mit einem Nennwert von je einem Britischen Pfund (GBP 1) auf zwölftausend Britische Pfund (GBP 12,000) unterteilt in zwölftausend (12,000) Anteile mit einem Nennwert von je einem Britischen Pfund (GBP 1) zu erhöhen. Es werden fünfhundert (500) neue Anteile ausgegeben, was die derzeitige Anzahl der Anteile von elftausendfünfhundert (11,500) auf zwölftausend (12,000) Anteile mit einem Nennwert von je einem Britischen Pfund (GBP 1) erhöht. Die Anteile haben dieselben Rechte und Privilegien wie die vorherigen Anteile und sind zur Dividende berechtigt ab dem Tag des Gesellschafterbeschlusses der über die Kapitalerhöhung bestimmt.

Zeichnung und Zahlung

Hier erschien Herr Grant Broadway, mit Geschäftssitz in Luxembourg, in seiner Funktion als Bevollmächtigte der IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l. bevollmächtigt wie oben beschrieben.

Der Erschienene gibt an im Namen und im Auftrag von IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l. für fünfhundert (500) neue Anteile zu zeichnen, um die Anzahl der Anteile von elftausendfünfhundert (11,500) auf zwölftausend (12,000) Anteile mit einem Nennwert von einem Britischen Pfund (GBP 1) zu erhöhen. Die Zahlung der Anteile erfolgt durch Umwandlung eines Anspruches gegen die IREEF Queensgate Peterborough PropCo S.à r.l. auf Zahlung in Höhe von dreiundfünfzig Millionen neununddreißigtausendsechshundertvierunddreißig Britischen Pfund und zweiundsiebzig Pence (GBP 53,039,634.72), in Gesellschaftskapital. (die ‚Sachkapitalerhöhung‘). Der Anspruch ergibt sich aus einer Zahlung des alleinigen Gesellschafters in Höhe von dreiundfünfzig Millionen neununddreißigtausendsechshundertvierunddreißig Britischen Pfund und zweiundsiebzig Pence (GBP 53,039,634.72) während des Ankaufs der Immobilie, die von der Gesellschaft gehalten wird.

Der alleinige Gesellschafter nimmt den Wert der Sacheinlage, wie im Geschäftsführerreport vom 18. März 2014 beschrieben, zur Kenntnis (der Report soll als Anhang zusammen mit der Urkunde einregistriert werden). Der alleinige Gesellschafter genehmigt die Bewertung der Sacheinlage.

Der im Namen der IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l. Handelnde erklärt, dass es keine Einschränkung hinsichtlich der freien Übertragbarkeit des Sachkapitals an die Gesellschaft besteht. Klare Anweisung zur Anmeldung, Registrierung und anderen notwendigen Formalitäten, um die Sachkapitalerhöhung durchzuführen, wurden erteilt.

Dem Notar wurde bestätigt, dass das Sachkapital besteht und im Besitz von IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l. ist.

Der alleinige Gesellschafter beschließt, einen Betrag in Höhe des Nennwerts des neuen Anteils dem Gesellschaftskapital und den Betrag von dreiundfünfzig Millionen neununddreißigtausendeinhundertvierunddreißig Britischen Pfund und zweiundsiebzig Pence (GBP 53,039,134.72) dem Share Premium Account zuzuführen.

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt den ersten Paragraph des 5. Artikels der Satzung der Gesellschaft zu ändern. Der erste Paragraph des 5. Artikels der Satzung soll wie folgt lauten:

„ **Art. 5. (erster Paragraph).** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausend Britische Pfund (GBP 12,000) geteilt in zwölftausend (12,000) Anteile mit einem Nennwert von je einem Britischen Pfund (GBP 1).“

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter hat beschlossen Herrn Grant Broadway oder jeden Mitarbeiter der Invesco Real Estate Management S.à r.l. zu bevollmächtigen die Kapitalerhöhung im Anteilsregister der Gesellschaft zu dokumentieren, sowie alle notwendigen Formalitäten im Zusammenhang mit dem luxemburgischen Firmen- und Handelsregister und dem Mémorial C zu veranlassen. Die Vollmacht erstreckt sich auf die Unterzeichnung aller notwendigen Dokumente. Die Vollmacht kann eigenverantwortlich und im Sinne des oben genannten an Dritte weitergegeben werden, im Allgemeinen ist die Bevollmächtigte zu jeder Handlung, die angemessen und hilfreich ist, bevollmächtigt.

Kosten

Sämtlich Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Gebühren, welche der Gesellschaft erwachsen, werden auf sieben tausend Euro (EUR 7.000) geschätzt.

Die unterzeichnende Notarin, die die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache ausgefertigt wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, auf Antrag der erschienenen Person und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorliegende notarielle Urkunde wurde in Luxemburg ausgestellt, an dem zu Beginn des Dokumentes aufgeführten Tag.

Nachdem das Dokument der erschienen Person vorgelegt wurde, hat die Bevollmächtigte das vorliegende Protokoll zusammen mit der Notarin unterzeichnet.

Signé: G. Broadway et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mars 2014. LAC/2014/13991. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Référence de publication: 2014049871/193.

(140056467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Kern Tech 3, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 184.387.

In the year two thousand and fourteen, the twenty fourth day of March,
before Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder (the Shareholder) of Kern Tech 3, a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), with its registered office at 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 184 387 (the Company). The Company was incorporated on 4 February 2014 pursuant to a deed of Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand-Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is chaired by Joé ZEAITER, residing professionally in Luxembourg, (the Chairman) who appoints as secretary Thibaud HERBERIGS, residing professionally in Luxembourg (the Secretary).

The Meeting appoints as scrutineer Marion KRAEMER, residing professionally in Luxembourg (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer constitute the bureau of the Meeting (the Bureau).

The Shareholder is represented by Joé ZEAITER, lawyer at King & Wood Mallesons, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The power of attorney of the Shareholder that is represented at the Meeting, after having been signed ne varietur by the proxyholder, shall remain attached to the present deed.

The Shareholder represented at the Meeting and the number of shares it holds is indicated on an attendance list, which will remain attached to the present deed after having been signed by the representative of the Shareholder and the members of the Bureau.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requests the notary to record the following:

I. that it appeared from the attendance list that the entirety of the share capital of the Company is duly represented at the Meeting.

II. that the Shareholder represented declares it has had due notice of, and has been duly informed of, the agenda prior to, the Meeting. The Meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda, set out below.

III. that the agenda of the Meeting is as follows:

1. Waiver of the convening notice;
2. Increase of the share capital of the Company by a nominal amount of EUR 1,065,969 (one million sixty five thousand nine hundred sixty nine Euro) with the issue of 1,065,969 (one million sixty five thousand nine hundred sixty nine) shares (the New Shares), each having a nominal value of EUR 1 (one Euro);
3. Subscription to and payment in cash of the share capital increase specified under item 2. above;
4. Amendment of article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the share capital increase of the Company;
5. Delegation of authority; and
6. Miscellaneous.

IV. that the Meeting takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholder represented consider itself as duly convened and declares having perfect knowledge of the agenda of the Meeting duly communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by a nominal amount of EUR 1,065,969 (one million sixty five thousand nine hundred sixty nine Euro) in order to bring the share capital from its current amount of EUR 31,000 (thirty one thousand Euro), represented by 31,000 (thirty one thousand) shares with a par value of EUR 1 (one Euro) each (the Existing Shares), to an amount of EUR 1,096,969 (one million ninety six thousand nine hundred sixty nine Euro) by the creation and issue of 1,065,969 (one million sixty five thousand nine hundred sixty nine) New Shares with a par value of EUR 1 (one Euro) each.

Third resolution

The Meeting accepts the subscription of the increase of the share capital and its full payment as follows:

Intervention - Subscription - Payment

The Shareholder, here represented by Joé ZEAITER, lawyer at King & Wood Mallesons by virtue of a proxy given under private seal, declares to:

(i) subscribe to the New Shares of the Company having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, for an aggregate amount of EUR 106,596,860 (one hundred six million five hundred ninety six thousand eight hundred sixty Euro), including premium in an amount of EUR 105,530,891 (one hundred five million five hundred thirty thousand eight hundred ninety one Euro); and

(ii) fully pay up such New Shares by way of a contribution in cash of EUR 106,596,860 (one hundred six million five hundred ninety six thousand eight hundred sixty Euro).

The amount of EUR 106,596,860 (one hundred six million five hundred ninety six thousand eight hundred sixty Euro) of readily available cash paid by the Shareholder (the Cash Contribution) is acknowledged. Evidence of the payment of the Cash Contribution has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the Cash Contribution on the Company's bank account and the notary expressly acknowledges the availability of the funds so paid.

The Meeting resolves to allocate an amount of EUR 1,065,969 (one million sixty five thousand nine hundred sixty nine Euro) out of the Cash Contribution to the nominal share capital of the Company and an amount of EUR 105,530,891 (one hundred five million five hundred thirty thousand eight hundred ninety one Euro) out of the Cash Contribution to the share premium account of the Company.

As a result of the above, the share capital of the Company now amounts to EUR 1,096,969 (one million ninety six thousand nine hundred sixty nine Euro), represented by 1,096,969 (one million ninety six thousand nine hundred sixty nine) shares, each such shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro).

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions, so that it shall read henceforth as follows:

“ **5.1 Outstanding share capital.** The share capital is set at one million ninety six thousand nine hundred sixty nine Euro (EUR 1,096,969), represented by one million ninety six thousand nine hundred sixty nine (1,096,969) Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, which are fully paid-up”

Fifth resolution

The Shareholder resolves to amend the share certificates of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorizes any director of the Company as well as any lawyer or employee of King & Wood Mallesons to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company to (i) the registration of the changes in the articles of association of the Company and to see to any formalities in connection therewith and (ii) to proceed to any formalities in connection with the resolutions taken hereabove.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately 7.500,- €.

Power

The above appearing party(ies) hereby give(s) power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt quatrième jour du mois de mars,
par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'actionnaire unique (l'Actionnaire,) de Kern Tech 3, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184 387 (la Société). La Société a été constituée en date du 4 février 2014, suivant un acte de Maître Jean-Paul Meyers, notaire résidant à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Joé ZEAITER, demeurant professionnellement au Luxembourg, (le Président) lequel nomme Thibaud HERBERIGS en tant que secrétaire (le Secrétaire).

L'Assemblée nomme Marion KRAEMER, demeurant professionnellement au Luxembourg, en tant que scrutateur (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment ensemble le bureau de l'Assemblée (le Bureau).

L'Actionnaire est représenté par Joé ZEAITER, juriste chez King & Wood Mallesons, ayant sa résidence professionnelle au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration de l'Actionnaire qui est représenté à l'Assemblée, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Actionnaire représenté à l'Assemblée, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient est mentionné sur une liste de présence, qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par le mandataire l'Actionnaire et les membres du Bureau.

Le Bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le Notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. qu'il ressort de la liste de présence que l'intégralité du capital souscrit de la Société est dûment représenté à l'Assemblée.

II. que l'Actionnaire déclare avoir été dûment informé de l'ordre du jour préalablement à la tenue de l'Assemblée. L'Assemblée a donc valablement été constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour, présenté ci-dessous.

III. que l'ordre du jour de l'Assemblée est rédigé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 1.065.969 EUR (un million soixante-cinq mille neuf cent soixante-neuf Euros) par la création et l'émission de 1.065.969 (un million soixante-cinq mille neuf cent soixante-neuf) nouvelles actions (les Nouvelles Actions), d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

3. Souscription à et paiement en numéraire de l'augmentation de capital telle que notifiée au point 2. ci-dessus;

4. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation de capital social de la Société;
 5. Délégation d'autorité; et
 6. Divers.
- IV. que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représenté lors de la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Actionnaire représenté considère avoir été dûment convoqué et déclare avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui lui a été fourni préalablement à la tenue de cette Assemblée.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de 1.065.969 EUR (un million soixante-cinq mille neuf cent soixante-neuf Euros), afin d'augmenter le capital social de son montant actuel de 31.000 EUR (trente et un mille Euros) représenté par 31.000 (trente et un mille) actions, d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune (les Actions Existantes), à un montant de 1.096.969 EUR (un million quatre-vingt-seize mille neuf cent soixante-neuf Euros), par la création et l'émission de 1.065.969 (un million soixante-cinq mille neuf cent soixante-neuf) Nouvelles Actions, d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune.

Troisième résolution

L'Assemblée accepte la souscription de l'augmentation du capital social et la libération totale comme suit:

Intervention - Souscription - Paiement

L'Actionnaire, représenté par Joé ZEAITER, juriste chez King & Wood Mallesons, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, déclare:

(i) souscrire aux Nouvelles Actions de la Société à une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, pour un montant total de 106.596.860 EUR (cent six millions cinq cent quatre-vingt-seize mille huit cent soixante Euros), y compris une prime d'un montant de 105.530.891 EUR (cent cinq millions cinq cent trente mille huit cent quatre-vingt-onze Euros); et

(ii) payer pour la totalité des Nouvelles Actions une somme en liquide de 106.596.860 EUR (cent six millions cinq cent quatre-vingt-seize mille huit cent soixante Euros).

La disponibilité de la somme de 106.596.860 EUR (cent six millions cinq cent quatre-vingt-seize mille huit cent soixante Euros) payée par l'Actionnaire est constatée (la Contribution en Liquide). La preuve de la Contribution en Liquide est donnée au notaire instrumentaire au moyen d'un certificat de blocage confirmant la disponibilité du montant de la Contribution en Liquide sur le compte bancaire de la Société et le notaire instrumentaire reconnaît expressément la disponibilité des fonds payés.

L'Assemblée décide d'allouer un montant de 1.065.969 EUR (un million soixante-cinq mille neuf cent soixante-neuf Euros) de la Contribution en Liquide au montant nominal du capital social de la Société et un montant de 105.530.891 EUR (cent cinq millions cinq cent trente mille huit cent quatre-vingt-onze Euros) de la Contribution en Liquide au compte prime de la Société.

En conséquence de quoi, le capital social de la Société est à présent égal à 1.096.969 EUR (un million quatre-vingt-seize mille neuf cent soixante-neuf Euros), représenté par 1.096.969 (un million quatre-vingt-seize mille neuf cent soixante-neuf) actions, d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société afin d'y refléter les résolutions ci-dessus. Il aura désormais la teneur suivante:

« **5.1 Montant du capital social.** Le capital social est fixé à un montant de un million quatre-vingt-seize mille neuf cent soixante-neuf Euros (1.096.969 EUR), représenté par un million quatre-vingt-seize mille neuf cent soixante-neuf (1.096.969) Actions ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune entièrement libérées.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier les certificats d'actions de la Société afin de refléter les changements décidés ci-dessus et par les présentes donne pouvoir et autorisation à tout administrateur de la Société ainsi qu'à tout avocat ou employé de chez King & Wood Mallesons de procéder, sous sa seule signature et au nom de la Société à (i) des changements des Statuts et procéder à toutes formalités y relatives et (ii) de procéder à toutes formalités en connexion avec les résolutions prises ci-dessus.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimées environ à 7.500,- €.

71116

Pouvoir

Le(s) comparant(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire du Souscripteur, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête du mandataire du Souscripteur et en cas de distorsions entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire du Souscripteur, connu du notaire, le mandataire du Souscripteur a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Zeaiter, Herberigs, Kraemer, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 26 mars 2014. Relation: RED/2014/668. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 4 avril 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014049887/207.

(140056345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Heal (BC) Luxco 3, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 185.877.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of March.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

GNDI Holdings III, L.P., an exempted limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, with registration number pending with the Registrar of Companies of the Cayman Islands and having its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands,

here represented by Ms. Madia Camara, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Heal (BC) Luxco 3 (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of These extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twenty thousand United States dollars (USD 20,000), represented by twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, and upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders**Art. 8. Collective decisions of the shareholders.**

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case,

each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

16.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 18. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twenty thousand (20,000) shares issued have been subscribed as follows:

- The twenty thousand (20,000) shares have been subscribed by GNDI Holdings III, L.P., aforementioned, for the price of twenty thousand United States dollars (USD 20,000).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

- Ms. Ruth Springham, born on 25 May 1961 in Johnstone, United Kingdom, professionally residing 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg;

- Ms. Ailbhe Jennings, born on 27 March 1963 in Dublin, Ireland, professionally residing at 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Devin O'Reilly, born on 5 May 1974 in Massachusetts, U.S.A., professionally residing at Devonshire House, 1 Mayfair Pl, London W1J 8AJ, England.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf mars.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

GNDI Holdings III, L.P., un exempted limited partnership constitué et existant selon les lois des Iles Caïmans, dont le numéro d'enregistrement auprès du Registre des Sociétés des Iles Caïmans est en attente et ayant son siège social à PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans,

dûment représenté par Mme Madia Camara, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Heal (BC) Luxco 3» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à vingt mille Dollars US (USD 20.000), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, et après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant les trois quarts des droits des survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiqués dans les convocations [aux assemblées générales] correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec la même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

15.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 16. Conduite des réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

16.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

16.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

16.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

16.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

16.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 17. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

17.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

17.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 18. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et surveillance

Art. 19. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

19.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

19.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

19.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

19.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

19.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation. En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les vingt mille (20.000) parts sociales émises ont été souscrites comme suit:

- vingt mille (20.000) parts sociales ont été souscrites par GNDI Holdings III, L.P., susmentionnée, pour un prix de vingt mille Dollars US (USD 20.000).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de vingt mille Dollars US (USD 20.000) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de vingt mille Dollars US (USD 20.000) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ EUR 1,500.-

Résolutions de l'associé

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:

- Madame Ruth Springham, née le 25 mai 1961 à Johnstone, United Kingdom, résidant professionnellement à 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-duché de Luxembourg;

- Madame Ailbhe Jennings, née le 27 mars 1963 à Dublin, Ireland, résidant professionnellement à 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-duché de Luxembourg; et

- Monsieur Devin O'Reilly, né le 5 mai 1974 dans le Massachusetts, Etats-Unis, résidant professionnellement à Devonshire House, 1 Mayfair Pl, London W1J 8AJ, Angleterre.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. CAMARA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 mars 2014. Relation: LAC/2014/14263. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 avril 2014.

Référence de publication: 2014049818/503.

(140056830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Berg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 97.647.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014051077/9.

(140058307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

BGM Spring S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 165.315.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014051078/9.

(140058500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Iberian Distressed Assets Manager, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 185.895.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-seventh day of March,
Before us, Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ES Bankers (Dubai) Limited, a bank incorporated under the laws of Dubai (United Arab Emirates) and regulated by the Dubai Financial Services Authority, with Commercial License No. CL 0434 and with its registered office at The Gate, West Wing Level 12, Dubai International Financial Centre, PO Box 506627, Dubai, United Arab Emirates;

here represented by Me David Louis, Avocat à la Cour, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as described above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Corporate object -Duration

Art. 1. Name. The name of the company is Iberian Distressed Assets Manager (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (*conseil de gérance*) (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles in article 10.2 (vii) hereof.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is to act as the managing general partner (*associé gérant commandité*) of Iberian Distressed Assets Fund (S.C.A.) SICAV-SIF a specialised investment fund (*fonds d'investissement spécialisé* or SIF) governed by the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds as amended.

3.2. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is established for an unlimited duration.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting 1 (one) or several shareholder(s).

II. Capital - Shares**Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital of the Company is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros), represented by 100 (one hundred) shares in registered form, having a par value of EUR 125 (one hundred twenty five euros) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased 1 (one) or several time(s) by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles in article 10.2 (vii) hereof.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares shall be indivisible and the Company shall recognise only one (1) owner per share.

6.2. Shares shall be freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares shall be freely transferable to third parties.

Where the Company has more than 1 (one) shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties shall be subject to the prior approval of the shareholders representing at least 3/4 (three-quarters) of the share capital.

The transfer of shares to third parties by reason of a shareholder's death must be approved by the shareholders representing 3/4 (three-quarters) of the rights owned by the survivors.

A share transfer shall only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by at least 3 (three) managers (gérants) appointed by the general meeting of shareholders, which shall set the term of their office. The managers will constitute the Board.

The Board shall be constituted of at least one class A manager (Class A Manager) and one class B manager (Class B Manager).

The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Powers of the managers and meetings of the Board.

8.1. Powers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles shall fall within the competence of the Board, who shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object set forth in article 3 hereof.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to 1 (one) or more agent(s) by a resolution of the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice shall be required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager before a meeting. Separate written notices shall not be required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a written power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board may elect a chairman from among its members, and the Board may appoint a secretary from among its members.

(vi) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members (including at least one Class A Manager and one Class B Manager) is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a global majority of the votes of at least one Class A Manager and one Class B Manager present or represented. The resolutions of the Board shall be recorded in minutes signed by the chairman and the secretary of the meeting or, if no chairman and secretary have been appointed, by all the managers present or represented.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by such means shall be deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(viii) Written resolutions signed by all the managers (the Managers Written Resolutions), shall be valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

(ii) The Company shall be bound towards third parties in all matters whose value does not exceed EUR 7.500 (seven thousand five hundred euros) by the sole signature of one Class B Manager.

(iii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by a resolution of the Board.

Art. 9. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability personally in relation of any commitment validly made by them in the name of the Company.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Written Resolutions) in case the number of shareholders of the Company is less than or equal to 25 (twenty-five).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Written Resolutions, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution(s). Shareholders Written Resolutions signed by all the shareholders shall be valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to 1 (one) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders shall be convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than 1/2 (one-half) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least 8 (eight) calendar days in advance of the date of the meeting.

(iii) General Meetings shall be held at such place and time specified in the notices of the meetings.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of written consultations shall be passed by shareholders owning more than 1/2 (one-half) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting or by written consultations by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) Where resolutions are to be adopted by way of written consultations, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed and a voting form, and shall return its voting form in the condition set forth by the Board.

(viii) The Articles may be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least 3/4 (three-quarters) of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 11. Sole shareholder. The provisions of this article 11 shall only be applicable if, and only for so long as the Company has a sole shareholder.

11.1 The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Written Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

12.2. Each year, the Board shall prepare the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office of the Company.

12.4. The balance sheet and profit and loss account shall be approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Written Resolutions within 6 (six) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Auditors.

13.1. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several external auditor(s) (réviseurs d'entreprises).

13.1. The shareholders shall appoint the external auditor(s) and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The external auditor(s) may be re-appointed.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

14.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) such interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution -Liquidation.

15.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted by a majority (in number) of the shareholders holding 3/4 (three-quarters) of the share capital. The shareholders shall appoint 1 (one) or several liquidator(s), who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by a resolution of the shareholders, the liquidator(s) shall have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

15.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

Art. 16. Miscellaneous.

16.1. Notices and communications shall be made or waived and the Managers Written Resolutions as well as the Shareholders Written Resolutions shall be evidenced in writing, sent by mail, telefax, e-mail or any other means of electronic communication to the Managers in the case of Written Resolutions and to the shareholders in case of Shareholders Written Resolutions.

16.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Written Resolutions or the Shareholders Written Resolutions, as the case may be, are affixed on one (1) original or on several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of an applicable laws and regulations, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2014.

Subscription and payment

Thereupon the above-named party has declare to subscribe to the total of 100 (one hundred) shares having each a par value of EUR 125(one hundred twenty five euros) as follows:

ES Bankers (Dubai) Limited	100 shares
Total:	100 shares

by a contribution in cash, so that the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the notary.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500,-..

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital held an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

1. the following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

Class A Managers:

- Mr. Nicolas Farah, born on 22 October 1965 in Beirut (Lebanon), managing director, with professional address at The Gate, West Wing Level 12, Dubai International Financial Centre, PO Box 506627, Dubai, United Arab Emirates;

Class B Managers:

- Mr. Carlo Alberto Montagna, born on 27 February 1964 in Pavia (Italy), manager, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg Hamm - Luxembourg; and

- Mr. Craig Zecca, born on 20 March 1967 in New York (United States of America), employee, with professional address at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

2. The Company appoint PwC, PricewaterhouseCoopers, a co-operative society (société coopérative), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies registry under number B 65.477, as independent external auditor (réviseur d'entreprises);

3. that the terms of office of the independent external auditor will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2019; and

4. the registered office of the Company is set at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The notary declares having verified the existence of the conditions required by the article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies for the establishment of a limited liability company and states explicitly that these conditions are met.

Prevailing version

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-septième jour de mars,

Par devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

ES Bankers (Dubai) Limited, une banque soumise aux lois de Dubai (Etat des Emirats Arabes Unis) et soumise à la surveillance de la Dubai Financial Services Authority, ayant pour numéro de licence le numéro CL 0434 et ayant son siège social à The Gate, West Wing, level 12, Dubai International Financial Centre, PO Box 506627, Dubai, (E.A.U.);

ici représentée par Me. David Louis, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet Social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est Iberian Distressed Assets Manager (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par une résolution du conseil de gérance de la Société (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 10.2 (vii) des présentes.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une résolution du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est d'être désignée et d'agir en tant qu'associé gérant commandité de Iberian Distressed Assets Fund (S.C.A.) SICAV-SIF un fonds d'investissement spécialisé soumis à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisé, telle que modifiée.

3.2. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est établie pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant 1 (un) ou plusieurs associé(s).

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cent euros), représenté par 100 (cent] parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq] euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à 1 (une) ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 10.2 (vii) des présentes.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît que 1 (un) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus de 1 (un) associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les 3/4 (trois-quarts) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès d'un associé doit être approuvée par les associés représentant les 3/4 (trois-quarts) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par au moins 3 (trois) gérants nommés par l'assemblée générale des associés, qui fixent la durée de leur mandat. Les gérants constituent le Conseil.

Le Conseil doit être composé d'au moins un gérant de classe A (Gérant A) et un gérant de classe B (Gérant B).

Les gérants peuvent ne pas être des associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une résolution des associés.

Art. 8. Pouvoirs des gérants et réunion du Conseil.

8.1. Pouvoirs

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social décrit à l'article 3.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par une résolution du Conseil à 1 (un) ou plusieurs agent(s) pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui, en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins 24 (vingt-quatre) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion avant ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration écrite à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil peut élire un président parmi ses membres, et le Conseil peut nommer un secrétaire parmi ses membres.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres (incluant au moins un Gérant A et un Gérant B) sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité globale des voix et par au moins 1 (un) Gérants A et 1 (un) Gérants B présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de la réunion ou, si aucun président et secrétaire n'ont été nommés, par tous les gérants présents ou représentés.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions écrites signées par tous les gérants (les Résolutions Ecrites des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un Gérant A et d'un Gérant B.

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers pour tous les actes dont la valeur n'excède pas EUR 7.500,- (sept mille cinq cents Euros) par la seule signature d'un Gérant B.

(iii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par une résolution du Conseil.

Art. 9. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 10. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Ecrites des Associés) si le nombre d'associés est inférieur ou égal à 25 (vingt-cinq).

(ii) Lorsque les résolutions sont adoptées par Résolutions Ecrites des Associés, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Les Résolutions Ecrites des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à 1 (un) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la 1/2 (moitié) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins 8 (huit) jours avant la date de l'assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations des Assemblées Générales.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter aux Assemblées Générales ou par consultation écrites des associés sont adoptées par les associés détenant plus de la 1/2 (moitié) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par consultation écrites des associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Lorsque les résolutions sont adoptées par consultation écrites, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre et un bulletin de vote devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé devra retourner son bulletin de vote dans les conditions prévues par le Conseil.

(viii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les 3/4 (trois-quarts) du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 11. Associé unique. Les dispositions de l'article 11 ne seront applicables que si, et que pour autant que, la Société a un associé unique.

11.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

11.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices -Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

12.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

12.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Ecrites des Associés dans les 6 (six) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 13. Auditeurs.

13.1. Les opérations de la Société seront supervisées par 1 (un) ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

13.2. Les associés nommeront les réviseurs d'entreprises et détermineront leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser 6 (six) ans. Les réviseurs d'entreprises pourront être réélus.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. 5 % (Cinq pour cent) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint 10 % (dix pour cent) du capital social.

14.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

14.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par le Conseil dans les 2 (deux) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. La Société peut être dissoute et mise en liquidation à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant les 3/4 (trois-quarts) du capital social. Les associés nomment 1 (un) ou plusieurs liquidateur(s), qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, le ou les liquidateur(s) sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 16. Divers.

16.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Ecrites des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés sont établies par écrit, envoyées par courrier postal, téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique aux Gérants en cas de Résolutions Ecrites des Gérants et aux associés en cas de Résolutions Ecrites des Associés.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Ecrites des Gérants ou des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur 1 (un) original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les statuts ainsi établis, la partie susmentionnée a déclaré souscrire à l'entièreté des 100 (cent) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) comme suit:

ES Bankers (Dubai) Limited	100 parts sociales
Total:	100 parts sociales

par un apport en numéraire d'un montant de EUR 12.500 (douze mille cinq cent) euros de sorte que le montant de EUR 12.500 (douze mille cinq cent euros) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à environ EUR 1.500.-.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société représentant l'intégralité du capital social souscrit, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants A:

- M. Nicolas Farah, né le 22 octobre 1965 à Beyrouth (Liban), directeur général, ayant son adresse professionnelle à The Gate, West Wing, level 12, Dubai International Financial Centre, PO Box 506627, Dubai, UAE;

Gérants B:

M. Carlo Alberto Montagna, né le 27 février 1964 à Pavia (Italie), gérant, ayant son adresse professionnelle au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg Hamm - Luxembourg; et

M. Craig Zecca, né le 20 mars 1967 à New York (Etats-Unis d'Amérique), employé, ayant son adresse professionnelle à 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

3. La Société nomme PwC, PricewaterhouseCoopers, une société coopérative de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477, en tant que réviseur d'entreprises;

4. le mandat du réviseur d'entreprises ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire de la Société en 2019; et

5. le siège social de la Société est établi au 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues par l'article 183 de loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales pour la constitution d'une société à responsabilité limitée et déclare explicitement que ces conditions sont remplies.

Version prépondérante

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le Notaire.

Signé: LOUIS, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28/03/2014. Relation: EAC/2014/4411. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 04 avril 2014.

Référence de publication: 2014049836/503.

(140057049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

SEVEN 7 S.A., Société Anonyme.

Enseigne commerciale: 7 Cars.

Siège social: L-3230 Bettembourg, 105, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 164.942.

L'an deux mille quatorze, le douze mars.

Par-devant Nous Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SEVEN 7 S.A., ayant son siège social à L-3230 Bettembourg, 103, route d'Esch, inscrite sous le numéro B 164942 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant du 22 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 27, du 4 janvier 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Fernand Sassel, expert-comptable, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Monsieur Louis Felicetti, salarié, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Cesario Manuel Jordao, chef d'entreprise, demeurant à Holzem.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

- 1) Adoption de l'enseigne commerciale: «7 Cars»
- 2) Modification de l'objet social de la société.
- 3) Transfert du siège social à L-3230 Bettembourg, 105, route d'Esch.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement. Il ressort de cette liste de présence que l'intégralité du capital social de la société est dûment représentée à l'assemblée.

L'assemblée a approuvé l'exposé de Monsieur le président et après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, et sans abstentions, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'adopter l'enseigne commerciale de «7 Cars».

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet social le commerce de véhicules, la location, l'import et l'export de véhicules automobiles.

La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

La société aura en outre pour objet le commerce de vêtements, textiles, chaussures et tous accessoires.

La société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-3230 Bettembourg, 105, route d'Esch.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée a été close.

Réunion du Conseil d'administration

S'est ensuite réuni le Conseil d'administration de la société représenté par deux de ses membres, à savoir Monsieur Antonio Domingues CARREIRA et Monsieur Cesario Manuel JORDAO qui, après en avoir délibéré et sur ordre du jour conforme, ont pris à l'unanimité la décision suivante:

Le Conseil d'administration admet la démission de ce jour de Monsieur Albano Joaquim MARIZ DA SILVA de sa fonction d'administrateur-délégué de la société et lui accord décharge pour l'exécution de son mandat.

Le Conseil d'administration nomme Monsieur Cesario Manuel JORDAO comme nouvel administrateur-délégué de la société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année 2017. L'administrateur délégué pourra engager la société sous sa signature individuelle dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau et du Conseil d'administration ont signé avec Nous, notaire la présente minute.

Signé: F. SASSEL, L. FELICETTI, C. JORDAO, A. CARREIRA, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 20 mars 2014. Relation: REM/2014/635. Reçu soixante-quinze euros 75.-€.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 3 avril 2014.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2014050258/77.

(140056720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

BHW Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 51.859.

Les comptes de la Société au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BHW Invest

Référence de publication: 2014051080/11.

(140058465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.
